



Compte rendu de l'entrevue de la CGT avec le cabinet du ministère de l'Enseignement supérieur le 21 octobre 2021

À la suite de la mobilisation réussie des personnels du 18 octobre 2021, la CGT a obtenu des mesures concrètes qui lui ont été annoncées dans une entrevue avec le cabinet de la ministre jeudi 21 octobre, en présence de la directrice du CNOUS.

Pour reconnaître l'investissement important des agents pendant la pandémie du Covid 19, une prime exceptionnelle de 400 euros sera versée en décembre 2021 à 8.000 agents du CROUS. Les critères précis d'attribution seront rapidement concertés avec le CNOUS.

Pour compenser l'annulation de la troisième session de titularisation, alors que 399 postes de fonctionnaires budgétés n'ont pas été pourvus, des concours internes en 2022 permettront de recruter au moins autant d'agents contractuels comme fonctionnaires. Il suffit d'un an d'ancienneté comme contractuels pour passer un concours interne, plus simple que l'externe puisque les agents travaillent déjà.

Les ministères de la Fonction publique et du Budget autorisent une dérogation pour une plus forte proportion de concours internes que ce que les statuts prévoient (normalement 25% du total), dans l'objectif explicite de titulariser des contractuels déjà en postes.

Des modalités de formation et de préparation des agents à ces concours internes seront mises en place dans les CROUS avec le soutien du CNOUS. Concernant le choix des spécialités et des affectations, les leçons des deux précédentes sessions de titularisation seront tirées pour que des postes de fonctionnaires ne soient pas perdus et que les agents soient titularisés sur leur spécialité.

Concernant le régime indemnitaire, le ministère décide d'étendre aux CROUS le même processus « d'harmonisation indemnitaire » que celui ouvert aux personnels de recherche par la Loi de Programmation de la Recherche. L'objectif est de compenser le retard par rapport à d'autres ministères, en commençant par un « état des lieux ». Les fonctionnaires ITRF comme les contractuels DAPOUS seront concernés.

Concernant les personnels DAPOUS, les promotions par listes d'aptitude seront de nouveau ouvertes et les modalités de carrière et de promotion seront alignées sur celles des ITRF. Le quasi-statut des DAPOUS sera modifié pour ce faire, malgré sa mise en extinction. L'échelle 8 sera alignée sur la grille des fonctionnaires.

Concernant la mobilité des DAPOUS en dehors de leur CROUS, le quasi-statut sera modifié pour que le contrat en CDI soit « portable » d'un CROUS à l'autre, donc transféré.

Concernant le passage des agents de l'échelle 5 en C3, prévu par le protocole du 4 mai 2017 dans les deux années suivant la titularisation par une adaptation des taux d'avancement, une réponse sera donnée avant la fin décembre 2021.

Concernant la sortie du plafond d'emplois budgétaires des emplois étudiants, le ministère continue ses discussions avec le ministère du Budget.

Concernant la demande de la CGT de rendre définitive l'embauche de 60 assistantes sociales au vu des difficultés sociales des étudiants et de leur charge de travail, le ministère continue aussi la discussion avec le ministère du Budget.

Concernant les plafonds d'emploi et les postes non pourvus, le CNOUS s'est engagé à un état des lieux emplois par emplois et à réduire la part de CDD. Sur ce sujet la CGT attend plus de clarté du ministère.

Une réunion sera organisée en novembre 2021 pour vérifier l'avancée de ces mesures.

Concernant les élections professionnelles de décembre 2022, la CGT a demandé le maintien du vote à l'urne plutôt que par voie électronique dans les CROUS.

Concernant la proposition de la Cour des Comptes publiée le 21 octobre de transformer chaque CROUS en une filiale de droit privé de son université, le cabinet nous a assuré que ce n'était pas du tout l'état d'esprit de la ministre. La CGT a réaffirmé sa totale opposition à cette proposition et appelle les agents des CROUS à la plus grande vigilance, les propositions de la Cour des Comptes ayant pour objectif d'alimenter le débat de l'élection présidentielle. Ce rapport de la Cour des Comptes doit servir à caler les chaises !